

Urbanisme Le défi post-moderne

Annick Germain and Jean-Paul Guay

Number 29, Fall 1985

Post-modernisme : le sens de l'histoire?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/18112ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Germain, A. & Guay, J.-P. (1985). Urbanisme : le défi post-moderne. *Continuité*, (29), 24–27.

Urbanisme

LE DÉFI POST-MODERNE

L'urbanisme progressiste a laissé des quartiers éventrés, des banlieues sans fin et des centres-villes abandonnés. Que nous réserve l'urbanisme post-moderne?

par Annick Germain
et Jean-Paul Guay

Si le post-modernisme est d'abord une critique du mouvement moderne, c'est aussi essentiellement une architecture de la ville, et il est tout à fait légitime de parler d'«urbanisme post-moderne». Cette dernière expression est cependant inusitée, car l'urbanisme qui se fait n'est pas né d'un projet théorique ou esthétique. C'est d'abord un urbanisme issu d'un contexte de crise. C'est aussi, au Québec, un urbanisme qui se définit parfois bien loin de l'architecture. Pour comprendre les nouveaux rapports au patrimoine bâti dont il est porteur, retraçons premièrement la critique à partir de laquelle il s'est constitué.

L'URBANISME «PROGRESSISTE»

L'urbanisme d'après la dernière guerre, qu'il soit moderniste ou pavillonnaire, délibéré ou improvisé, a un seul fondement: la condamnation de la ville traditionnelle. Moderniste, il la démolit, et y substitue ses géométries de tours et de barres. Pavillonnaire, il la fait dépérir en la délaissant. Dans les deux cas, l'automobile peut triompher et le piéton est ignoré. En Amérique, c'est la deuxième formule qui a prévalu. On lui doit l'étalement urbain, la multiplication des centres commerciaux, la zone industrielle et l'autoroute urbaine. Pendant que se bâtissait ainsi la «ville à la campagne», l'urbanisme progressiste appliquait à la ville centrale sa médecine favorite: l'amputation des quartiers populaires et, sous le nom de rénovation urbaine, leur remplacement par d'imposantes prothèses, les «ensembles» de logements publics (HLM). La rénovation urbaine a ici



Projet d'aménagement de la rue commerciale Hériot, à Drummondville par Daniel Arbour et Associés. Le retour du piéton «urbain» et de la boutique sur rue. Ici, les trottoirs de béton sont rythmés par deux bandes de granite qui marquent l'implantation des arbres. (photo: D. Arbour et Associés)

surtout démoli et peu construit. Ses plus fameux exploits restent, à Montréal, la démolition des quelque sept cents logements d'un quartier populaire et leur remplacement par la tour solitaire de la radio-télévision d'État, et, à Québec, l'opération «Colline parlementaire».

Dans une ère d'expansion économique, d'accroissement rapide de la population et d'urbanisation plus rapide encore, l'extension continue des villes aux dépens de leur frange rurale paraissait inévitable. Ceux qui s'en inquiétaient faisaient figure de pessimistes. Mais on se souviendra que dès 1961, Jane Jacobs (dans *Death and Life of Great American Cities*) dénonçait avec virulence les certitudes de l'urbanisme moderne. Elle s'en prenait avec un acharnement particulier aux méfaits de la rénovation urbaine à l'américaine. Son attaque contre le rêve banlieusard était moins convaincante; mais surtout — et c'est ce qui finira par s'imposer — elle se livrait à un éloquent plaidoyer pour la ville traditionnelle, et pour la rue new-yorkaise en particulier.

L'urbanisme progressiste n'avait cependant pas dit son dernier mot. Il fallait relancer la verticalité, tout en renonçant au super-ilot et à ses coûts de remembrement prohibitifs. Les responsables de cette forme de retour à la ville étaient assez lucides pour savoir qu'elle exigeait la relance du transport en commun. Mais comment contenir l'afflux des voitures? Ou fallait-il plutôt le favoriser, en multipliant les parcs de stationnement et en faisant pénétrer l'autoroute au coeur même de la ville? Pour passer ainsi de la périphérie au centre, il fallait traverser d'abord les quartiers anciens, comme Hochelaga et Maisonneuve à Montréal, et Saint-Roch à Québec, au prix de catastrophiques destructions.

C'en était assez pour donner prise au mouvement de contestation qui se développait en Amérique comme en Europe. On ne parlait pas encore de post-modernisme, mais la critique à laquelle furent soumis l'architecture moderne et l'urbanisme progressiste marqua un tournant. L'arrêt de la croissance démographique, la montée des nuisances, et, bientôt, la crise de l'énergie et de l'économie en général disaient à l'unisson que c'était plutôt vers la ville traditionnelle qu'il fallait se tourner, à la fois pour en

préserver les avantages et pour en tirer des leçons d'avenir. Celle-ci était, entre autres, plurifonctionnelle, familiale, transformable, éminemment appropriable. Elle favorisait le brassage social et l'intégration des immigrants. Les équipements de base y étaient accessibles à pied. Elle était frugale en énergie. Bref, le terrain était prêt pour que germe l'idée de patrimoine urbain.

LA LEÇON DE BOLOGNE

Ayant pour ambition déclarée de produire de toutes pièces un environnement complet et historiquement homogène, l'urbanisme moderne n'était pas béotien au point de réclamer la suppression de toute trace du passé. Mais il n'admettait l'édifice ancien que comme échantillon d'architecture exemplaire (l'idée même de monument historique), dans un cadre susceptible, lui, d'être entièrement renouvelé. Les seuls ensembles urbains qui trouvaient grâce à ses yeux étaient les villes historiques de première grandeur comme Venise. En renouant avec la ville traditionnelle, le virage «anti-moderne» marque la redécouverte de l'héritage du passé proche et lointain comme totalité valable, mais surtout récupérable à des fins actuelles. L'illustre précédent de Bologne¹ a été l'étendard du vaste mouvement de sauvetage des centres historiques et plus largement d'un renouvellement des principes de la planification urbaine. La leçon de Bologne — on doute qu'elle ait été

entendue partout! — demeure l'idée que le centre historique n'est pas seulement un ensemble immobilier mais aussi un milieu de vie; sans sa population et ses activités traditionnelles, il n'est plus qu'un simulacre de lui-même et risque à terme de déperir. Mais Bologne, c'est aussi l'idée d'un urbanisme de consolidation, appuyé sur une hypothèse de croissance zéro, idée somme toute éminemment opportune dans un contexte de crise économique!

C'est un peu dans cet esprit que l'idée de réappropriation, non plus seulement des centres historiques proprement dits, mais aussi des quartiers anciens, est sortie des scénarios spécialisés de défense et de restauration du patrimoine, pour passer dans l'urbanisme quotidien. C'est par le biais de nouvelles pratiques, comme les tentatives de revitalisation des artères commerciales ou les divers programmes d'interprétation en quartiers anciens et de consolidation du tissu résidentiel, que s'est concrétisée la notion si prisée par nos hommes politiques montréalais de «regénérescence de la ville traditionnelle». L'opération PIQA (programme d'intervention en quartiers anciens), lancée par la Ville de Montréal en 1979, est à cet égard exemplaire. Elle vise une requalification de l'espace public au moyen d'interventions ponctuelles attrayantes (jardins publics, assainissement des ruelles,



Le zonage négocié a su «inspirer» au complexe Guy-Favreau des formes extérieures conciliantes avec la rue (arcades, étage supérieurs en retrait, fenestration traditionnelle, etc.) ainsi qu'un jardin intérieur autour duquel cohabitent assez bien logements et locaux administratifs. (photo: R. Hébert II)

diversification du mobilier urbain, etc.). En privilégiant le «cadre de rue», ce ne sont plus seulement les bâtiments que l'on cherche à restaurer et conserver, mais l'ensemble du tissu urbain. Cela n'empêche pas les PIQA d'avoir aussi pour objectif de stimuler la rénovation des logements vétustes. On est bien sûr à cent lieues des grandes opérations-bulldozer de rénovation intégrale des années cinquante et soixante. On peut cependant se demander quelles seront les conséquences de ces opérations «délicates» sur la composition économique et sociale des vieux quartiers ouvriers auxquels elles s'attaquent. Dans quelle mesure, par exemple, n'induisent-elles pas une éviction des populations relativement démunies au profit de catégories sociales moyennes, ce qui ne serait pas sans rappeler la rénovation-déportation des années cinquante et soixante. Si tel était le cas, on ne pourrait guère parler de restauration «à la Bolognaise»!

C'est tout autant à partir de l'«existant» qu'on pense la revitalisation ou la relance des artères commerciales. La politique urbanistique et les programmes de subventions *ad hoc* sont sans doute pour beaucoup dans ce nouvel exercice, dont la mode atteint les petites villes comme les grandes. Cette mode vient d'ailleurs à point, après trente ans de prolifération des centres commerciaux. La qualité des réalisations laisse parfois à désirer, mais au moins on est revenu à la boutique sur rue. Le piéton «urbain», la foule des trottoirs y trouve son compte, et le contact avec la ville s'en trouve d'autant valorisé. Le type de commerce que ces rues réaménagées retiennent ou attirent a aussi le mérite de demeurer d'échelle modeste et de ne pas produire de discontinuités aberrantes dans le tissu des quartiers. La diversité de l'activité, y compris de l'activité artisanale, est favorisée par la variété des locaux, par la structure diversifiée de la propriété et par les disparités de loyer. Ce type d'opération, qui a des effets positifs indéniables sur la conservation active des quartiers traditionnels, se traduit souvent par une conservation douteuse de la qualité historique de certains édifices. À force d'élargir et



À Montréal, l'aménagement de la petite rue Sainte-Rose, sans exclure l'automobile, affirme et protège le caractère résidentiel du vieux quartier Sainte-Marie menacé par son envahissant voisin, Radio-Canada. (photo: R. Hébert II)

d'actualiser la notion de patrimoine, l'aurait-on perdue de vue? Le concept de ville traditionnelle est devenu un concept de relance économique, ce qui prévient les dangers de «muséification», mais non l'appauvrissement de la notion de patrimoine!

LE TISSUS URBAIN

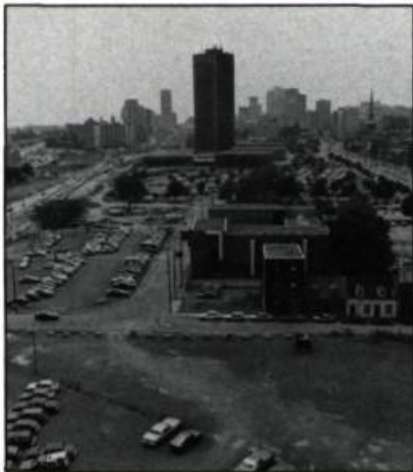
Voilà donc à l'oeuvre un courant passéiste dont les nombreux mérites comprennent, comme on vient de le voir, la redécouverte de la ville traditionnelle. La rue n'est cependant pas indépendante des autres formes traditionnelles, et notamment de l'îlot qu'elle circonscrit et du parcellaire qu'elle dessert. Le mépris des modernistes pour ces formes a souvent laissé un héritage de tissu urbain désarticulé: îlots incomplets ou amputés, alignements «édentés» par les démolitions, espaces résiduels de toutes sortes. Si on veut recoudre tout cela, on ne peut que recourir à la construction neuve. Se pose alors le problème de l'insertion. Faut-il se contenter de copier ou de pasticher les constructions anciennes? Tel n'est pas le projet post-moderne, qui n'est pas un refus de l'innovation architecturale, mais bien plutôt un souci d'adaptation au contexte, de respect de l'échelle du voisinage et de soumission aux règles du rapport à l'espace public: un peu ce qu'un criti-

que anglais (A.T. Edwards, 1924) a appelé la courtoisie en architecture! À Montréal et à Québec, on a recommencé à construire en quartier ancien, que ce soit pour obturer de simples brèches dans les alignements ou pour occuper les terrains vacants. Il suffit de citer l'opération 20 000 logements pour évoquer une riche collection d'ensembles neufs, dont quelques-uns offrent des exemples intéressants de solutions nouvelles «servies à l'ancienne», c'est-à-dire dans le cadre de la grille de rues traditionnelle.

Le retour à l'intégration des fonctions urbaines représente une autre nouveauté dans le programme de l'urbanisme actuel. À l'échelle d'une rue, cela donne un mélange généralement instable de commerces et de logements, mélange qui ne fait pas infailliblement le bonheur des résidents. Au centre-ville de Montréal, à une échelle plus grande, cela donne le complexe Guy-Favreau. Voilà un édifice qui, au moins, rompt avec la séparation des fonctions qui, depuis la place Ville-Marie, a banni l'habitation du centre-ville au profit du commerce et des bureaux. Quant au reste, la construction de ce complexe s'est faite dans la meilleure tradition moderniste, au prix notamment de la démolition d'une partie du quartier chinois. Il perpétue de plus la «cité verticale», qui emprisonne en un seul édifice ce que la ville traditionnelle

déployait le long d'espaces publics.

Le post-modernisme nord-américain réussit rarement à dépasser la tentation de faire du projet architectural une oeuvre d'art autonome, qui se démarque de son contexte comme une figure sur fond de nature ou de ville. Dans ce sens, le fameux monument post-moderne qu'est l'immeuble de l'A.T.&T. à New-York, de l'architecte Philip Johnson, est typiquement «moderne»: à part l'emprunt néo-classique stylisé en façade, rien n'est changé, ni la relation à la ville, ni le volume construit, ni le rapport des occupants aux surfaces utiles. Dans le cas montréalais du siège social de l'Alcan, l'ensemble constitué est encore, du point de vue urbanistique, un ensemble moderne, mais la concession à la ville ancienne est néanmoins plus qu'une simple courbette: un fragment de celle-ci est en effet incorporé au nouvel ensemble et la forme de l'atrium évoque agréablement certains espaces traditionnels. Si l'espace moderne continue d'avaloir l'espace ancien, il préfère désormais le faire en catimini.



Un des «exploits» de l'urbanisme progressiste: la démolition de quelque 700 logements, remplacés par la tour solitaire de Radio-Canada. (photo: R. Hébert II)

LE DÉFI «POST-MODERNISTE»

En terminant, il convient de s'interroger sérieusement sur les enjeux et sur les significations de ces nouvelles tendances. S'agit-il simplement de pragmatisme opportuniste porté par un contexte de crise, profitant d'un temps d'arrêt dans le mouvement séculaire du progrès technologique?



Une première phase de la revitalisation du centre-ville de Beauharnois, débute à l'automne 1985. Dans un deuxième temps, un parc sera aménagé en bordure des chutes de la Rivière Saint-Louis. L'ouverture sur les plans d'eau (fleuve, rivière, lac) redevient une priorité. (photo: D. Arbour et Associés)

Où peut-on conclure à une conquête de valeurs patrimoniales authentiques, qui survivront à la classe moyenne qui les a mises au goût du jour? Doit-on parler de protection du patrimoine urbain dans son sens le plus large, ou de nouvelle exploitation? Le succès de la ville comme place de marché, n'est-ce pas en effet dans l'ordre des choses, même pour la ville ancienne? L'histoire fait-elle partie à présent de notre vie quotidienne, ou en est-elle au contraire bannie insidieusement, si la coexistence de styles d'époques différentes se solde par un aplatissement du temps, par une négation de la dynamique de l'histoire? Et sur le plan fonctionnel, ne convient-il pas de s'inquiéter des répercussions sur la ville entière du soin dont on entoure les quartiers anciens? En nous repliant douillettement au creux de ces quartiers, ne sommes-nous pas en passe d'évacuer vers la périphérie certains problèmes urbains, ou à tout le moins de les ignorer? Par exemple, l'usage de l'automobile continue de prévaloir et le transport de masse, par la lourdeur de ses équipements et de ses infrastructures ne fait plus guère figure de solution d'avenir. Le transport post-moderne reste encore à inventer. Impasse aussi du côté de la décentralisation des industries indésirables — c'est-à-dire polluantes — qu'on a pu reléguer à la périphérie parce qu'on y multipliait les auto-

routes désormais interdites à proximité du centre. Le rejet de la pauvreté loin des quartiers anciens centraux, à l'instar de certaines villes européennes, pourrait constituer un autre exemple de ce que peut induire une politique «conservatrice» des quartiers anciens, qui ferait l'économie de toute innovation urbanistique.

Le retour à la ville ancienne ne peut s'accompagner d'un retour intégral à la proximité des activités dans l'espace, comme le réclament certains architectes post-modernes européens (Maurice Culot, par exemple). Le principal défi de l'urbanisme post-moderne (si un jour il y en a un!) sera de combiner le respect du patrimoine urbain et les solutions d'aménagement inventives, sans tourner le dos à la ville telle qu'elle est dans sa globalité. ■

1) La Ville de Bologne (Italie) décide en 1960 de renoncer à la création d'un nouveau centre directionnel qui aurait accéléré l'affectation du centre historique aux fonctions commerciales et administratives. Elle stabilise au contraire la croissance de la ville et prépare un nouveau plan d'ensemble misant, entre autres, sur le sauvetage du centre historique (restauration des îlots dégradés, avec maintien des habitants, création d'équipements, relance des activités artisanales et coopératives ainsi que piétonnisation et politique audacieuse de transport en commun pour réduire la circulation automobile).

Michel Regnier a consacré à cette expérience un film de la série Urbanose, produite par l'Office national du film, qui a déclenché tout un débat sur les différences entre l'expérience de Bologne et celle de la Place Royale à Québec.

Annick Germain et Jean-Paul Guay sont respectivement sociologue et urbaniste. Ils enseignent actuellement à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal.